

Amnesty appelle les États-Unis à mettre fin à la vente d'armes au gouvernement colombien

Image not found or type unknown



Londres, 22 mai (RHC) Amnesty International (AI) a exhorté les États-Unis à cesser immédiatement de fournir des armes au Gouvernement colombien, qui les utilise pour réprimer ses citoyens.

Dans un communiqué, l'organisation, basée à Londres (capitale britannique), a dénoncé l'utilisation de ces armes par Bogota contre les manifestants qui protestent contre les mesures du gouvernement du président Ivan Duque, actions qui, selon Amnesty, constituent une violation flagrante des droits de l'homme.

Dans ce contexte, Amnesty International a exhorté Washington à suspendre immédiatement la fourniture, la vente ou le transfert directs ou indirects d'armes à feu et de munitions, ainsi que d'armes moins meurtrières telles que les gaz lacrymogènes et les projectiles, véhicules blindés ou technologies de surveillance que le gouvernement sud-américain utilise pour réprimer les manifestants. En outre, il a exigé que Washington ne lui fournisse aucune autre forme d'assistance technique ou financière.

L'organisation des droits de l'homme a qualifié de "scandaleux" le rôle de Washington dans la brutalité et la répression que vit actuellement la Colombie et il a affirmé que les autorités de ce pays avaient commis des violations des droits de l'homme "avec le soutien des États-Unis".

"Le gouvernement des États-Unis a eu une participation révoltante aux assassinats, aux disparitions, aux violences sexuelles et d'autres tortures, et à l'horrible répression de dizaines de manifestations, pour la plupart pacifiques", a-t-il ajouté.

En Colombie, les protestations ne cessent depuis le 28 avril dernier pour exiger des réformes fondamentales et la fin de la violence promue par l'État, qui ont fait au moins 42 morts et 134 personnes disparues, chiffres annoncés mercredi par le même Procureur général du pays.

Alors que d'autres rapports font état d'environ 60 morts, 1000 arrestations, 18 cas de violence sexuelle et environ 2 400 cas de violence policière en Colombie, pays considéré comme le principal allié des États-Unis dans la région d'Amérique latine.

Source Prensa Latina

<https://www.radiohc.cu/fr/noticias/internacionales/258173-amnesty-appelle-les-etats-unis-a-mettre-fin-a-la-vente-darmes-au-gouvernement-colombien>



Radio Habana Cuba